

**ÉTABLISSEMENT**

Régie Lignes d'Azur (06)
RLA - Centre Opérationnel du
Tramway
2 avenue Henri Sappia
06100 Nice

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA
CONCURRENCE
FOURNITURES****Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice****Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur**

Régie Ligne d'Azur (06), Commande Publique, RLA - Centre Opérationnel du Tramway 2 boulevard Henri Sappia, 06100 Nice, FRANCE.
Tel : +33 489224052. Fax : +33 493165504. E-mail : marches@lignesdazur.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice : <http://www.lignesdazur.com>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice

Service de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

Description du marché**Objet du marché**

LOCATION DE VEHICULES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE (PMR)

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

33193000

Code NUTS : FRL03

Caractéristiques principales

Chaque lot est un accord-cadre à bons de commandes passé, avec maximum 5 titulaires, selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 et suivants, et aux articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13, R 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Chaque lot est conclu pour une période de 5 mois à compter de la date de réception de la notification. Chaque lot ne fera pas l'objet d'une reconduction.

Type de marché

fournitures : Location

Type de procédure

Procédure adaptée

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Lot n°1 : Location de véhicule type RENAULT MASTER L2H2 ou équivalent :
Montant minimum : Sans
Montant maximum : 75 000 EUR H.T.

Lot n°2 : Location de véhicule type PEUGEOT RIFTER Long HDI ou équivalent :
Montant minimum : Sans
Montant maximum : 95 000 EUR H.T.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Oui

Des variantes seront prises en considération : Non

Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Division en lots : Oui

Il convient de soumettre des offres pour : un ou plusieurs lots .

Durée du marché ou délai d'exécution

Durée en mois : 5 (à compter de la date de notification du marché).

Conditions de délai**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Mardi 14 mai 2019 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

Informations sur l'accord cadre

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs.

Durée de l'accord-cadre : Durée en mois : 5

Conditions relatives au marché

Cautionnement et garanties exigés :

Il n'est pas prévu d'avance.

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Financement : sur fonds propres

Mode de règlement : virement bancaire

Délai global de paiement : 30 jours à compter de la date de réception de la facture par RLA.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquées par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le comptable assignataire est M. L'Agent Comptable de la Régie Ligne d'Azur.

Forme des prix : Fermes.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

L'offre sera présentée par un seul candidat ou par un groupement d'entreprises.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la Régie Ligne d'Azur est un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur en application de l'article R.2142-24 du Code de la Commande Publique.

Il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non

Conditions de participation

Critères de sélection des candidatures :

Les candidatures seront examinées en tenant compte des garanties, capacités professionnelles, techniques et financières qu'elles présentent. Seront ainsi examinées, par lot, le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices disponibles, les références des 3 dernières années, les effectifs des 3 dernières années.

Situation juridique - références requises :

Extrait K-bis de moins de 3 mois.

Délégation de Pouvoir : si le signataire n'est pas le représentant légal des pièces. Les candidats doivent veiller à ce que les pouvoirs soient en cours de validité et qu'ils ne soient pas limités à un montant inférieur au montant maximal du marché sur toute sa durée (reconduction comprise).

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par

l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autre justificatif / Commentaire :

Commentaire :

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que la collectivité peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Prix 70%

2: Valeur technique 30%

Une enchère électronique sera effectuée : Non

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

0008-EXPLOIT-19

Date limite d'obtention : mardi 14 mai 2019 - 12:00

Renseignements complémentaires :

Conditions de remise des candidatures et des offres :

Les candidats doivent obligatoirement remettre leur offre par voie dématérialisée à l'adresse suivante : www.marches-securises.fr

La transmission des offres par télécopie et par papier n'est pas autorisée.

Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site : www.marches-securises.fr

Les modalités de réponse sont également détaillées dans l'annexe au règlement de consultation

Le DCE est disponible aux candidats par voie électronique sur le site internet : www.marches-securises.fr. L'accès à ce site est libre et gratuit.

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera selon les critères détaillés dans le règlement de consultation.

La Régie se réserve la possibilité de ne pas négocier avec les candidats et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales (article R. 2123-5 du Code de la Commande Publique).

En cas de négociation, cette dernière pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, dont le prix.

Elle pourra être effectuée oralement lors d'une réunion, puis formalisée par un compte rendu daté et signé pour acceptation par le candidat, par échange de télécopies, de mails, ou par courrier. Après les négociations, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre définitive.

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Nice 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1 FRANCE. E-mail : greffe.ta-nice@juradm.fr. URL : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Organe chargé des procédures de médiation

COMITÉ CONSULTATIF INTERRÉGIONAL Place Félix-Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06 FRANCE. Tél. +33 484354554.

E-mail : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr. Fax +33 484354460. URL :
http://lannuaire.service-public.fr/services_locaux/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/prefecture-13203-01.html.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal Administratif de Nice 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1 FRANCE. E-mail : greffe.ta-nice@juradm.fr. URL :
<http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

REGIE LIGNE D'AZUR 2 boulevard Henri Sappia , à l'attention de Commande Publique - Bureau 409 , 06100 NICE, FRANCE. E-mail :
marches@lignesdazur.fr. Fax +33 493165504. URL : <http://www.lignesdazur.com>.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

REGIE LIGNE D'AZUR 2 boulevard Henri Sappia , à l'attention de Commande Publique - Bureau 409 , 06100 NICE, FRANCE. E-mail :
marches@lignesdazur.fr. Fax +33 493165504. URL : <http://www.lignesdazur.com>.

Informations sur les lots

LOT N° 1 : Location de véhicule type RENAULT MASTER L2H2 ou équivalent

Description succincte :

La Régie Ligne d'Azur souhaite louer des véhicules équipés spécifiquement pour des personnes à mobilité réduite (PMR) de type Renault Master, ou équivalent.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

33193000

Informations complémentaires sur les lots :

Chaque lot est un accord-cadre à bons de commandes passé avec maximum 5 titulaires.

Lot n°1 : Location de véhicule type RENAULT MASTER L2H2 ou équivalent :

Montant minimum : Sans

Montant maximum : 75 000 EUR H.T.

Durée : 5 mois à compter de la date de réception de la notification

Pour chaque lot et à chaque commande, la Régie s'adressera prioritairement, au premier titulaire du marché. Elle lui commandera le nombre de véhicules renseignés dans son acte d'engagement. Elle s'adressera ensuite, de la même façon, aux titulaires suivants, selon leur classement, jusqu'à avoir le nombre de véhicules nécessaires pour la prestation.

LOT N° 2 : Location de véhicule type PEUGEOT RIFTER Long HDI ou équivalent

Description succincte :

La Régie Ligne d'Azur souhaite louer des véhicules équipés spécifiquement pour des personnes à mobilité réduite (PMR) de type Peugeot Rifter, ou équivalent.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

33193000

Informations complémentaires sur les lots :

Chaque lot est un accord-cadre à bons de commandes passé avec maximum 5 titulaires.

Lot n°2 : Location de véhicule type PEUGEOT RIFTER Long HDI ou équivalent :

Montant minimum : Sans

Montant maximum : 95 000 EUR H.T.

Durée : 5 mois à compter de la date de réception de la notification

Pour chaque lot et à chaque commande, la Régie s'adressera prioritairement, au premier titulaire du marché. Elle lui commandera le nombre de véhicules renseignés dans son acte d'engagement. Elle s'adressera ensuite, de la même façon, aux titulaires suivants, selon leur classement, jusqu'à avoir le nombre de véhicules nécessaires pour la prestation.

Date d'envoi du présent avis

29 avril 2019